

# Mon conseil au camarade Boris : ne tente jamais, jamais, de bluffer l'UE.

Par Ambrose Evans-Pritchard 24 juillet 2019 <https://premium.telegraph.co.uk/newsletter/article1/my-advice-to-comrade-boris-never-ever-try-to-bluff-the-eu/>



***Boris Johnson avec l'ancien rédacteur en chef du Telegraph Max Hastings, avant qu'ils ne se disputent.***

J'ai fait la connaissance de Boris Johnson à l'occasion d'un insupportable dîner, juste avant le sommet européen de Maastricht, fin 1991. C'était là un petit épisode révélateur de l'avancée de l'histoire anglo-européenne.

Il revenait de Bruxelles, après avoir causé de gros soucis à Downing Street en se livrant à un dynamitage journalistique en règle. J'écrivais alors une série de portraits des dirigeants européens pour The Telegraph.

Nous devons rencontrer un Premier Ministre John Major aux abois, pour des négociations de paix, au Brooks's, qui était au XVIIIe siècle le Club des Whig [Littéralement le club des perruques, du nom de l'ancien grand parti libéral, NdT], dans la rue Pall Mall et par ailleurs antre de l'éditeur du Telegraph, Max Hasting. Le cinquième homme de ce *dîner à cinq* [en français dans le texte NdT] était Charles Moore [un journaliste du Telegraph, NdT].

Mister Major - comme on disait alors - voulait nous convaincre qu'il n'allait pas laisser tomber la livre sterling et laisser la Grande-Bretagne s'enfermer un proto-Etat européen. Mais son discours était étonnamment plat. Il jurait à tire-larigot dans une vaine diatribe nationaliste, traitant l'affable Chancelier

Allemand de « salaud ».

On aurait cru le Premier Ministre métamorphosé en Johnny Foreigner [groupe de punk-rock britannique, NdT] ! Il a tapé sur la table tellement fort que les verres ont failli s'écraser par terre. Au moment de nous quitter, Boris consterné a secoué la tête. « C'était un spectacle lamentable », a-t-il dit.

Dans les semaines qui suivirent, à Maastricht, John Major a résisté face à l'Europe , « jeu, set et match », dans son langage de tennisman. Mais ce qu'il n'avait pas compris - contrairement à Jean-Claude Juncker plus jeune mais qui l'avait aussitôt saisi - c'est qu'en maintenant la Grande Bretagne à l'écart du grand projet fédéraliste d'union monétaire, il allumait de fait la longue mèche qui devait mener au Brexit.

Sir Ivan Rogers, le premier négociateur du Brexit pour la Grande-Bretagne, a précisé ce mois-ci au Parlement que Maastricht avait inévitablement provoqué des déséquilibres. Un outsider extérieur à la zone euro serait en constante tension face à un projet guidé par une logique d'intégration à l'union monétaire. Ce qui ne pouvait pas durer.



***L'ancien premier ministre John Major en 1990***

Sir Ivan a averti ses collègues, dès 2006, que le retrait britannique allait survenir. La rupture aurait pu se produire au moment du Traité de Lisbonne - qui a accouché de la Cour suprême européenne - ou encore au moment du Pacte budgétaire. Peu importe, en réalité, ce qui a fini par provoquer le Brexit. Un coup d'éclat était inévitable dans une logique aristotélicienne.

J'ai par la suite remplacé Boris à Bruxelles, poste pour poste. Il m'a proposé de rédiger pour *The Spectator* d'occasionnels aperçus du point zéro de l'UE. Et durant toutes ces années, à aucun moment je n'ai détecté de faille dans sa logique fondamentale de pensée, à savoir que l'UE était en

train d'accumuler des pouvoirs malsains.

Il aimait à plaisanter, prédisant qu'un jour des escouades de douaniers de l'UE seraient déployées aux frontières pour "aider" les états plus petits de l'Union Européennes qui auraient quitté le droit chemin. Et c'est exactement ce qui va se passer. La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie savent parfaitement comment de telles forces fonctionnent.

Il partageait mon avis selon lequel l'UE était en train de constituer un supra niveau de pouvoir exécutif, échappant à tout contrôle, une structure césaropapiste [Régime dans lequel les fonctions spirituelles du pape, chef de l'Église, sont absorbées par un chef d'État absolu, un César, NdT), allant à l'encontre de l'autonomie britannique de gouvernance démocratique.

Ses huit années en tant que Maire de Londres ont peut-être adouci ses positions, mais je n'ai absolument pas été surpris quand il s'est rangé dans le camp pro-Brexit, à l'issue de mois d'atermoiements et de tourmentes, alors que les sondages y voyaient une cause perdue.

Je n'ai pas non plus été surpris qu'avant de faire le grand saut il ait envisagé les alternatives - pour ou contre - et dressé le bilan contradictoire des argumentaires. C'est à peu de choses près ce que j'ai moi-même fait. La vue de l'esprit selon laquelle Boris se serait cadennassé dans une position pro-Brexit par pur opportunisme est grotesque jusqu'à en devenir absurde.

Alors après tant d'années passées ensemble dans les tranchées, mon conseil à Boris, c'est de ne jamais, au grand jamais tenter le bluff avec l'UE. Votre coup de bluff vous reviendrait en boomerang, et avec intérêt. C'est ce qui a conduit à la lamentable capitulation et le sort pitoyable de Syriza en Grèce.



***L'ancien Premier ministre grec Alexis Tsipras lors d'un meeting de campagne au début du mois. Son parti Syriza a perdu le pouvoir à l'issue du scrutin.***

Alexis Tsipras a tenté d'avoir une chose et son contraire. Il a conquis le pouvoir à l'issue d'une campagne contre le "mémoire" de la troïka UE-FMI et pour la fin à l'austérité, tout en disant également au peuple grec qu'il pouvait garder l'euro.

Petit à petit, la Banque centrale européenne l'a lentement paralysé. Elle a coupé les liquidités - les critiques disent illégalement - aux banques privées grecques qui n'avaient rien fait de mal. Alors que les retraits aux distributeurs étaient plafonnés à 40 € et que l'effondrement monétaire était imminent, [Alexis Tsipras] a cédé.

Il n'a pas pu se résoudre à soutenir la monnaie parallèle de Yanis Varoufakis et à sortir de l'euro. Tsipras est allé demander pardon à Bruxelles et a avalé des conditions encore plus dures que le diktat original de la Troïka.

L'UE n'a pas la même emprise sur les banques britanniques, mais elle a d'autres moyens pour mettre la pression. La dernière décennie nous a appris que les institutions de l'empire "soft" de l'UE sont devenues très puissantes et ne sont désormais plus si soft, avec généralement la BCE comme bras armé.

Francfort a donné - en secret - des ordres à un gouvernement italien élu pour qu'il mette en œuvre des réformes sensibles dans les domaines de l'emploi et de la fiscalité en 2011, puis l'a démis de ses fonctions par une crise de refinancement sur les marchés obligataires. Il n'y a pas eu un seul murmure de protestation de la part de la presse dévote de l'UE, ni de la part des eurodéputés sur ce viol de la constitution. Mais c'est là le problème. Il n'y a rien pour arrêter la machine.

Bien sûr, un régime peut être à la fois puissant et fragile. Ce fut le cas de l'Union soviétique dans les années 1980. Main de fer, pieds d'argile. L'union monétaire reste fondamentalement dysfonctionnelle. L'écart germano-italien n'est pas comblé. La zone euro a déjà un pied dans un piège déflationniste à la japonaise.

Les taux d'intérêt sont de moins 0,4 pour cent avant même que la prochaine récession mondiale ne commence sérieusement. La politique fiscale est paralysée par l'appareil du Hooverisme institutionnalisé [Herbert Hoover a longtemps été connu comme un progressiste privilégiant davantage d'intervention de l'État dans l'économie : Hoover signa non seulement la loi *Smoot-Hawley* sur le rehaussement des tarifs douaniers, il encouragea aussi les hommes d'affaires à maintenir les salaires élevés, augmenta le montant réel des dépenses de l'État, réduisit l'immigration à près de zéro, mit en place toutes sortes de facilités de prêt de la part de l'État, et augmenta le déficit budgétaire NdT]. Un épouvantable krach financier se profile. Ou, comme le dit avec lassitude Otmar Issing, fondateur de l'euro : "Un jour, tout le château de cartes s'écroulera."

On pourrait dire que l'UE devrait y réfléchir à deux fois avant de risquer un Brexit sans accord qui pourrait déclencher un tel dénouement. Mais Boris commettrait une erreur en misant trop sur cet aspect dans ses calculs. Les politiciens européens n'avaient pas conscience de leur propre vulnérabilité en 2008, et ils ne l'ont pas plus aujourd'hui.

Si Boris persistait à menacer d'une sortie sans accord après être entré à Downing Street, alors il faut qu'il le veuille vraiment. Il doit être prêt à s'engager dans une réorientation stratégique radicale, mettant de côté toute idée d'un accord avec l'UE alors que le pays se concentre plutôt sur un accord commercial express avec les États-Unis. A partir de là, il n'y aurait pas de retour en arrière possible. Une telle évolution pourrait être un choc positif de la destruction créative schumpétérienne pour l'économie britannique - en effet, je pense que ce serait le cas - mais la destruction interviendrait en premier.

Face au Brexit, il est possible que les élites de l'UE acceptent des concessions dignes de ce nom si elles sont mises faces à des preuves concrètes de ce funeste tournant et si elles en arrivent à la conclusion que leur marché le plus lucratif (un excédent de 95 milliards de livres sterling) - et leur principal acteur en matière de défense - vont être définitivement absorbés dans l'orbite américaine. Ce serait "perdre" le Royaume-Uni une deuxième fois. Mais elles ne se laisseront pas influencer par les fanfaronnades du "c'est ça ou rien", ou par le non paiement de la pension alimentaire de 39 milliards de livres pour le divorce, ni par les menaces des tabloïds.

Si Boris n'a pas le cran pour affronter une telle tempête, il ferait mieux d'adopter l'autre tactique et jouer la carte "Nixon en Chine" [stratégie du fait accompli, NdT]. Il devrait se présenter à Berlin et à Paris comme l'authentique Brexiter qui peut résister à la manière des GRE [European Research Group, groupe de députés conservateurs britanniques anti-UE NdT], là où Theresa May a échoué, à condition que l'UE lui offre une concession bien précise sur la question du filet irlandais. Il devrait alors pouvoir en profiter pour jouer la montre jusqu'à ce que les contradictions internes de l'Europe reviennent au premier plan.

Ce qu'il ne doit pas faire, c'est louvoyer entre défiance et soumission, ce qui ne satisfait personne et a conduit à l'échec de Mme May. Choisissez l'un ou l'autre, camarade.